

UNIVERSITÉ

societe.union@sonapresse.com

Enseignement supérieur : l'urgence d'un plan de relance

LES récents Conseils d'administration de l'UOB, de l'USTM et du CNOU permettent de comprendre les points sur lesquels pourront s'appuyer les pouvoirs publics. Mais une chose est sûre, relancer l'enseignement supérieur va coûter très cher.

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

DÉPUIS la nomination du gouvernement Ndong Sima, rien d'officiel n'a encore filtré sur le plan de bataille pour remettre d'aplomb l'Enseignement supérieur. Si on connaît plus ou moins les maux dont souffre ce secteur, on ignore toujours ce qu'en pensent officiellement les autorités de ce département ministériel. Pour avoir une esquisse de leur programme, il faut se pencher sur les derniers conseils d'administration des Universités des sciences et techniques de Masuku (USTM) et Omar-Bongo (UOB) et du Centre national des œuvres universitaires (CNOU).

Le premier élément est que le ministère et ces entités réfléchissent encore à la mise en place d'un budget qui devra respecter la situation financière actuelle du pays. Le Premier ministre Raymond Ndong Sima avait indiqué, il y a quelques semaines, que les partenaires habituels du Gabon pourraient lever ou retarder leurs contributions. Ce qui aurait des répercussions sur les investissements prévus. Du coup, il a demandé à chaque institution de lui proposer "un budget réaliste". Pour l'élaborer, l'UOB, entre autres, devra tenir compte de certaines propositions faites par le ministre de l'Enseignement supérieur Hervé Ndong Essingone. Celui-ci souhaite que la refonte de la pédagogie soit un des chantiers de la principale université du pays. Il s'agira d'intégrer les formations professionnalisantes dans les programmes. Ce qui va induire des collaborations renforcées avec le monde socioprofessionnel avec pour objectif de réussir l'insertion professionnelle des étudiants. Des partenariats avec la Fédération des entreprises du Gabon (FEG) sont envisagés. Ce qui peut sans doute expliquer pourquoi le ministre de l'Enseignement supérieur souhaite voir les enseignants-chercheurs orienter leurs prochains travaux



Le ministre de l'Enseignement supérieur, Hervé Ndong Essingone, au sortir du 3e Conseil d'administration du CNOU.

sur les besoins réels du pays. L'infrastructure va sûrement capter la plus grosse partie du budget qui sera élaboré. Mais il faudra, en tenant compte de la

situation actuelle, choisir entre la réfection et la construction. Ou un subtil mélange entre les deux. Car l'Université Omar Bongo a, par exemple, besoin d'am-

phithéâtres pour la Faculté des sciences et lettres, et d'un mur plus solide. La création d'une police universitaire permettrait, en même que l'élévation de cette

barrière, de protéger le matériel. En effet, sur les dernières années, environ 150 climatiseurs ont été volés.

Puisque les budgets des universités et grandes écoles sont en cours d'élaboration, il est donc difficile de savoir ce que le gouvernement de la Transition va devoir mettre sur la table pour impulser la réforme de l'Enseignement supérieur. Mais on peut se faire une petite idée en se penchant sur l'une des sollicitations du CNOU.

Ce dernier, pour fonctionner correctement, avait souhaité que lui soit alloué un budget de 18 milliards. Si on reporte ce montant à toutes les universités publiques et grandes écoles, il est facile de se rendre compte que les pouvoirs publics vont devoir trouver de grosses ressources.

Universités et grandes écoles : quel chantier !

QUE deviennent nos universités et grandes écoles publiques ? Sont-elles compétitives ? À quoi ressemblent les bâtiments devant accueillir les étudiants ? Quel bilan peut-on faire de leur système de management à l'ère LMD ? Qu'en est-il de l'adéquation formation-emploi ? Ce sont autant de questions qui se posent comme jamais en cette rentrée académique 2023-2024.

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

DE L'UNIVERSITÉ Omar-Bongo (UOB) à celle des sciences de la santé (USS), en passant par l'Université des sciences et techniques de Masuku (USTM), après un tour dans les instituts supérieurs, le constat est le même. C'est la décrépitude. Le tableau affiche un déclin sans précédent en termes de qualité d'enseignement, de recherche et de résultats de recherche.

Nos établissements ont ainsi perdu en efficacité quant à leur capacité à contribuer au développement socio-économique du pays. Quelques acteurs avisés du système éducatif, à l'instar du Pr Noël Bertrand Boundzanga ont tiré la sonnette d'alarme. Des solutions ont même été proposées pour tenter de briser la logique infernale de la machine à



fabriquer des chômeurs. Hélas, la recette miracle tarde à venir. Sur le plan infrastructurel, les trois grandes universités sont à l'image de villages abandonnés à la suite d'une tornade qui aura décimé ses habitants. Des travaux à coups de milliards ont d'ailleurs été entamés pour des résultats qui pourraient être visibles que si l'œil du CTRI s'intéresse à ce problème. "La fin des travaux ou la prison".

Qu'il s'agisse de l'UOB, de Mbaya

à Franceville ou même de l'USS, des efforts financiers auraient été engagés à travers la manne issue de la Provision pour investissement diversifié (PID) et la Provision pour investissement en hydrocarbures (PIH). Ces enveloppes étaient destinées aux travaux de rénovation des infrastructures frappées par le vieillissement et désormais incapables de supporter la population universitaire qui, au fil des ans, s'agrandit. L'exemple de la bar-

rière entamée en grande pompe puis abandonnée ou même des travaux des voiries dans ce même temple du savoir largement médiatisés est éloquent.

Le bilan pédagogique, quant à lui, est facile à établir : rares sont les universités qui totalisent plus de dix semaines effectives d'enseignement dans l'année. À l'UOB et à l'USTM les années universitaires sont inachevées et s'entremêlent. Une récente grogne des étudiants de l'UOB mettait en lumière les vices autour du non-respect des semestres qui sont en inadéquation avec les textes du LMD. Lister l'ensemble des maux qui gangrènent ce département ministériel pourrait atterrir dans le Guinness World Records 2023. Il revient maintenant à l'actuelle tutelle d'essayer de trouver la bonne formule pouvant redorer le blason de l'université gabonaise.

Photo : Guy MADJOUA S/L'Union